

# La formation professionnelle supérieure en Suisse – ce qui nous différencie des autres pays



par Ursula Renold \*

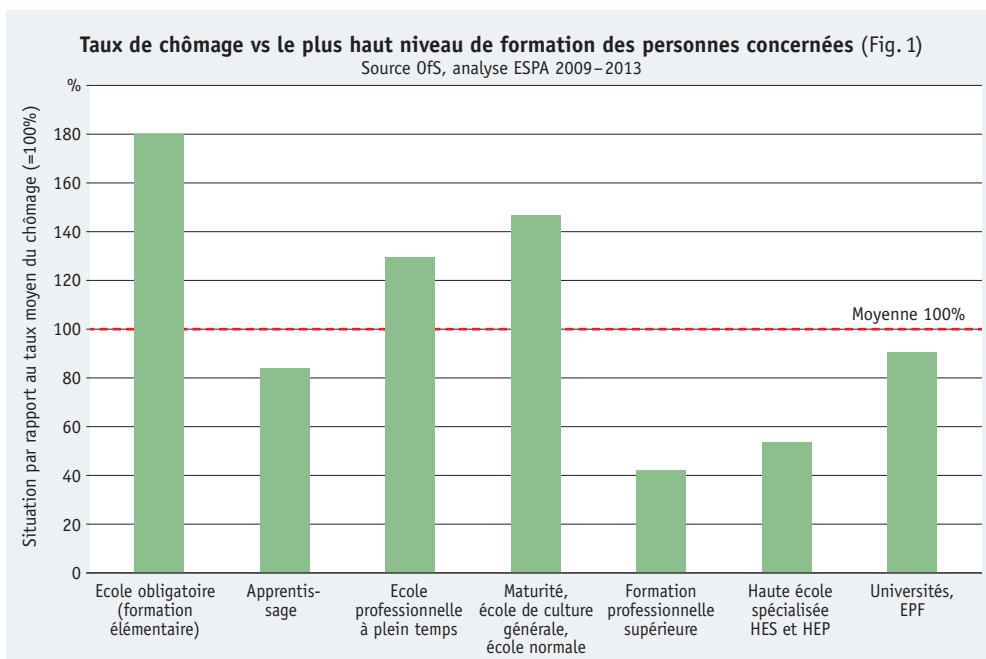
Depuis mon arrivée à l'EPF Zurich, j'ai voyagé dans de nombreux pays et analysé leurs systèmes éducatifs, que ce soit lors de conférences que je donnais ou d'ateliers que je dirigeais avec des représentants d'autres pays. Les résultats de ces voyages montrent que peu de pays disposent d'un système éducatif aussi différencié qu'en Suisse. Une différence frappante réside dans la *formation professionnelle supérieure (FPS)*, formation qui en Suisse offre une variété de certifications pour professionnels et cadres. Cet élément du système, avec des qualifi-

(bande supérieure de la cohorte des jeunes selon le BIT). Il s'agit donc la plupart du temps d'une transition ou d'une évolution de carrière, basée sur une solide formation professionnelle de base, doublée généralement de plusieurs années d'expérience professionnelle.

La plupart des pays n'ont pas de certifications tertiaires formelles étroitement liées à la pratique, qui permettent une requalification ou qualification supplémentaire en cours de carrière. Ils disposent seulement de diplômes de haute école et ceux-ci conduisent à la *première entrée dans la vie active*. En outre, ils ont généralement

vent des cours de formation continue, dits formation non formelle, formation non réglementée au niveau étatique et dont la valeur est difficilement appréciable par les responsables des ressources humaines, faute de normes de qualification uniformes. Un signe important dans les dossiers de candidature réside donc dans les certifications de haute école formellement reconnues de «Bachelor» et/ou «Master». Ces certifications se sont imposées dans de nombreux pays, sans formation professionnelle supérieure, en tant que soi-disant «exigence minimale» pour des fonctions plus ou moins exigeantes. Parce que les programmes FPS manquent, ils forment au niveau haute école un large éventail de personnes, dont tous ne peuvent être considérés comme «formés académiquement».

Cette «norme minimale» globale conduit également en Suisse à davantage de diplômés de haute école ici et là. Mais ces diplômés des hautes écoles ont-ils de meilleures chances sur le marché du travail que les diplômés FPS? Sont-ils, par ex., mieux protégés d'un éventuel chômage? Des analyses descriptives prétendent, au moins pour la Suisse, que cela n'est pas le cas.

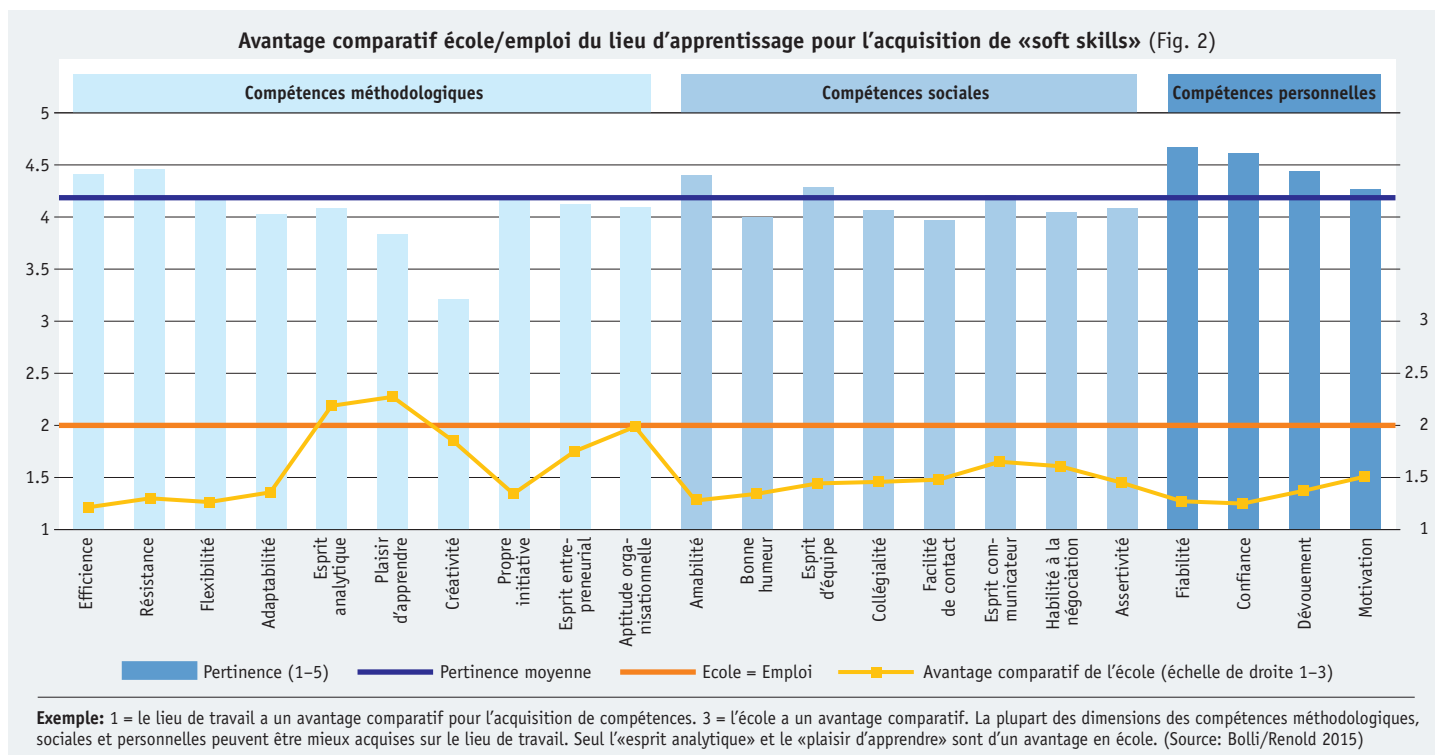


**Figure 1:**  
**Taux de chômage vs le plus haut niveau de formation des personnes concernées**

La figure 1 montre que les personnes ayant achevé une formation professionnelle supérieure ont la plus faible probabilité d'être au chômage une fois dans leur vie. Il est possible – mais non encore vérifié – que la raison se trouve dans leur expérience professionnelle éprouvée. Ils ont l'expertise et les compétences requises par le marché du travail. De plus, leurs compétences durables appelées «soft skills» montrent leur employabilité. Celles-ci ont acquis ces dernières années par rapport aux compétences professionnelles une grande importance (cf. Bolli/Renold, 2015). Les résultats\*\* de l'évaluation du plan d'études cadre des Ecoles supérieures en économie montrent

cations formelles reconnues, manque presque toujours en dehors des pays germanophones. Les arguments clés sont la forte orientation pratique et le groupe cible des étudiants. En Suisse, les étudiants FPS ont en moyenne beaucoup plus que 24 ans

peu voire pas d'expérience professionnelle. L'insertion professionnelle réussit grâce à des stages (souvent non rémunérés), i.e. via une introduction et une socialisation dans la nouvelle fonction. Pour progresser dans leur carrière professionnelle, ils sui-



que l'apprentissage en milieu professionnel, combiné avec une formation formelle, est une voie efficace de se préparer aux besoins du marché du travail de demain. Cela peut être un indice expliquant pourquoi les diplômés de haute école sans pratique peuvent difficilement obtenir aujourd'hui un poste à durée indéterminée, car les «soft skills» et l'expérience professionnelle sont devenus plus importants pour démarrer une carrière professionnelle.

**Figure 2: Avantage comparatif école/emploi du lieu d'apprentissage pour l'acquisition de «soft skills»**

Celle ou celui qui peut quotidiennement combiner apprentissage et travail, donc qui étudie en emploi ou qui dispose d'une grande expérience professionnelle et de bons «soft skills», a un certain avantage et améliore son employabilité. De plus, la publication de normes de qualification officielle

ment reconnues au niveau national, comme par ex. les plans d'études cadres ES ou les règlements pour les examens professionnels (brevet fédéral) et les examens professionnels supérieurs (diplôme fédéral), accroît sur le marché du travail la transparence des compétences acquises et contribue à une meilleure reconnaissance sur le marché national. Obtenir de telles normes nationales est plus difficile que d'obtenir un titre de formation continue dont le programme est régi et testé par chaque institution de formation (Renold, 2016 et 2012).

La Suisse ne doit pas abandonner cet avantage car, surtout à l'ère de la transformation numérique, et de l'importance croissante des «soft skills» et de l'expérience professionnelle, ce modèle de réussite doit être renforcé. Ainsi, combiner apprentissage et travail au quotidien stimule aussi la communication relative à la détection à temps des changements de compétences en

milieu professionnel et les ajustements connexes des programmes de formation.

Ce ne sont que quelques éléments qui montrent combien la formation professionnelle supérieure a une grande valeur, et quelle valeur elle a pour l'économie publique dans son ensemble. Cependant, une telle unanimité n'est pas encore réalisée en Suisse. Il y a aussi des voix critiques qui placent leurs avis personnels au centre des débats et se plaignent que les titres ES sont désavantagés par rapport aux titres des hautes écoles sur le *marché mondial de l'emploi*. Je traiterai ce thème dans le prochain Bulletin ODEC.

\* Ursula Renold dirige la division de recherche Systèmes éducatifs au Centre de recherches conjoncturelles KOF (EPFZ). Elle est aussi Présidente du Conseil de la Haute école FHNW et professeure honoraire à la Haute école de la «Bundesagentur für Arbeit» à Mannheim (D).

\*\* Des références et autres informations sont disponibles sur [www.odec.ch/kof\\_f](http://www.odec.ch/kof_f)

**Professional Bachelor ODEC**  
Pour une meilleure mobilité professionnelle à l'étranger.

[www.odec.ch/pbac\\_f](http://www.odec.ch/pbac_f)

